Les Africains en France

Vieillesse et transformation d'une migration

Mahamet Timera et Julie Garnier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1719>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.1719](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1719)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2010

Pagination : 24-35

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mahamet Timera et Julie Garnier, « Les Africains en France », *Hommes & migrations* [En ligne], 1286-1287 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1719> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1719>

Les Africains en France

Vieillessement et transformation d'une migration

Par Mahamet Timera,
professeur de sociologie, université Paris 7
et Julie Garnier,
chercheure postdoctorante au laboratoire Migrations Internationales,
Espaces et Sociétés – UMR 6588, CNRS

Ouvrier chez Citroën, années soixante-dix © Jean Pottier / Kharbine-Tapabor

Des années soixante à aujourd'hui, le profil des migrants subsahariens en France n'a cessé d'évoluer. Les aires de départ se sont élargies de la vallée du fleuve Sénégal à l'ensemble des pays du golfe de Guinée. Aux migrations de travail tournantes ont succédé des formes migratoires plus durables. À l'encontre des idées reçues sur leur caractère massif, récent ou uniforme, les migrations subsahariennes sont à analyser sur la longue durée. Inscrites dans l'histoire nationale, elles contribuent, aux niveaux économique et culturel, à dessiner le nouveau visage de la société française contemporaine.

L'histoire des migrations subsahariennes en France a fait l'objet de nombreuses recherches depuis la fin des années soixante bien que ces migrations soient plus anciennes⁽¹⁾. Ces travaux ont plus particulièrement abordé les conditions de venue et d'existence ainsi que les modes d'être des premières générations de ressortissants africains, originaires de la vallée du fleuve Sénégal (le Mali, la Mauritanie et le Sénégal), principal foyer de l'émigration africaine. Dans le même temps, les formes migratoires contemporaines restent mal connues du grand public, réduites le plus souvent à une querelle de chiffres et à la mise en forme de stéréotypes culturels. Ces images toutes faites comme les registres discursifs qui les accompagnent désinforment plus qu'elles n'éclairent la réalité sociale. Pour démonter ces prêts-à-penser nous mettrons tout d'abord l'accent sur l'évolution de la composition socio-démographique et spatio-temporelle de ces migrations en soumettant à réflexion une lecture actualisée de ces flux au cours de ces quarante dernières années. Puis, nous nous attacherons à éclairer, au-delà d'un recadrage statistique, les initiatives émergentes dans les domaines culturel et économique.

Une migration volontaire et stratégique

Pour saisir les changements qui ont cours depuis la fin des années soixante, il convient de rappeler au préalable le contexte historique et l'environnement politique dans lesquels se situent les migrations subsahariennes en France. Jusqu'au début des années soixante-dix, il est en effet important de préciser que les migrants subsahariens arrivent en France dans le cadre d'un projet de migration temporaire de travail. Il s'agit alors principalement d'une migration masculine qui se caractérise par la présence en nombre des populations originaires de la vallée du fleuve Sénégal, principalement des hommes venus seuls, ruraux, d'appartenance pular (toucouleur), soninké, diakhanké, manjak ou sérère. À leur arrivée en France, ces hommes occupent le plus souvent des emplois peu qualifiés dans les secteurs de l'industrie automobile, de la voirie, des Pme, plus rarement du bâtiment, puis de la restauration collective.

Ces premières migrations aujourd'hui bien connues ont été qualifiées de "migrations tournantes". Par ce qualificatif, les spécialistes des migrations désignaient tout à la fois les mouvements de rotation qu'effectuaient ces hommes entre leurs villages d'origine et les foyers français, et le mode d'alternance souple qu'ils mobilisaient collectivement pour l'occupation des emplois. De sorte qu'après quelques années en France, ces hommes repartaient, remplacés par d'autres compatriotes, le plus souvent des cadets. Ce système de rotation a été plus particulièrement étudié par l'anthropologue

Abdelmalek Sayad⁽²⁾ sous le terme de “noria migratoire”. Si cette figure du “travailleur sahélien exploité” est exacte, elle correspond néanmoins qu’à une partie de la réalité. Non seulement elle dissimule dans le passé la culture de la migration⁽³⁾ de certains groupes sociaux, en particulier des Soninké, mais elle masque surtout une migration stable non tournante et continue depuis les années soixante et qui arrive aujourd’hui à l’âge de la retraite. La rotation est un projet et non toujours une réalité. Après la guerre, les marins soninké comme les soldats noirs d’Afrique et des Amériques, rebaptisés ensuite les “tirailleurs sénégalais”, seront incités à rentrer chez eux mais une partie restera en métropole. Présents dans les principaux ports français, embauchés comme dockers suite aux transformations de la marine marchande, ils seront aussi les premiers à initier des activités commerciales à la fin des années cinquante, notamment à Marseille. Véritables “têtes de pont⁽⁴⁾” des migrations contemporaines et de l’entrepreneuriat, ces navigateurs seront des points d’appui importants dans la constitution des réseaux migratoires à venir.

Des années charnières

Les années soixante-dix et quatre-vingt constituent un autre moment important et deux événements vont plus particulièrement y concourir. Le premier, interne au continent africain, est lié à la sécheresse du Sahel des années 1974-1975 et contribue à amorcer un processus de paupérisation du monde rural à travers notamment l’effritement de l’économie arachidière. Le deuxième, externe au continent africain, se rapporte à la fermeture des frontières françaises à l’immigration de travail extra-européenne, et complexifie les conditions d’installation des migrants en France.

Ces deux événements vont durablement modifier la composition et la forme des flux migratoires : de temporaires, ils vont en effet brutalement devenir durables ou définitifs, annonçant tout à la fois le vieillissement et le rajeunissement de la population noire africaine en France. À partir de 1974, le système du travail migrant par rotation ne constitue plus le seul motif du séjour en France. La plupart franchissent les frontières pour toutes autres raisons : rejoindre un époux, un parent, trouver un emploi salarié, acquérir un savoir, accéder à un autre statut, fuir l’insécurité politique, tenter “l’aventure”.

La venue des épouses, des femmes, des jeunes enfants, des adolescents, des jeunes adultes entrés individuellement ou dans le cadre du regroupement familial, ainsi que l’arrivée des étudiants et des réfugiés politiques, vont transformer le profil démographique des populations africaines installées en France. Ce profil va non seulement se féminiser et se rajeunir avec la venue d’une population plus jeune,

citadine, scolarisée, mais il va également s'accompagner d'un vieillissement amorcé des migrations les plus anciennes. À cette mutation des profils s'ajoute une diversification considérable des origines géographiques et culturelles⁽⁵⁾. En effet, ce qui singularise ces mouvements migratoires contemporains, c'est leur hétérogénéité sociale et culturelle jusqu'ici voilée par une représentation hégémonique des ressortissants de la vallée du fleuve Sénégal. Cette dernière occulte l'élargissement des bassins migratoires ainsi que la perte d'influence des liens historiques et linguistiques dans le choix des destinations migratoires.

Cette mutation des profils et des projets transparaît pourtant faiblement à travers les statistiques qui tendent à écraser les diversités derrière des chiffres : 570 000 Africains en 2004, soit 12 % des immigrés⁽⁶⁾. Comment rendre compte de la diversité des visages de cette immigration qu'une imputation ethnique et raciale saisis comme un

bloc lui-même ramené fréquemment à la figure stéréotypée des migrations de la vallée ? Ces figures ou profils ne sont bien entendus pas hermétiques. Elles traduisent des centralités et des univers, des pôles dans lesquels peuvent circuler les acteurs migrants, changeant de registres et de référence au gré de ces circulations.

Ce qui caractérise en effet ces “vieilles migrations”, c’est l’organisation communautaire villageoise, fondée sur la solidarité ethnique entretenue et constamment réactivée, au besoin avec un pouvoir de coercition sur les acteurs.

Le travailleur, l'étudiant et le transmigrant

Pour approcher plus finement ces mutations, nous proposons un cadre historique et anthropologique qui distingue trois formes migratoires imbriquées. Tout d'abord, les “vieilles migrations”, pour reprendre la formulation de François Manchuelle⁽⁷⁾ désignant par là des migrations contemporaines qui conservent les caractéristiques des migrations pré-modernes, à savoir la force de traditions continuellement réinventées, le maintien de la distinction ethnique et l'inscription dans la longue durée. Les Soninké du Sénégal, du Mali et de la Mauritanie en constituent un prototype, mais on pourrait y intégrer plusieurs autres immigrations africaines ou non africaines. Ce qui caractérise en effet ces “vieilles migrations”, c'est l'organisation communautaire villageoise, fondée sur la solidarité ethnique entretenue et constamment réactivée, au besoin avec un pouvoir de coercition sur les acteurs. Précisons que la solidarité villageoise ne renvoie pas systématiquement ici à l'origine

rurale mais traduit plutôt la force de la référence identitaire à ce lieu même pour des citadins et des migrants déjà urbanisés avant leur arrivée en France. Il s'agit en somme de "constellation de communautés villageoises" – mais non forcément de ruraux ou de "villageois" – qui constituent les centralités dans un espace ethnique de référence. Malgré leur ancienneté, ces migrations restent fortement masculines, avec des retours plus ou moins importants au pays.

Ensuite, les migrations dites "urbaines", "individualisantes", non communautaires, engagées en solitaire et dégagées des alliances plus classiques. Ces migrations ont été traditionnellement associées à celles des pays du Golfe de Guinée (Côte d'Ivoire, Cameroun, les deux Congos), zone de confluence entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Les Congolais constituent la figure dominante dans cette représentation qui les définit par des formes de structuration moins centrées sur des communautés ethniques et villageoises, mais sur un fonctionnement en réseau au sein d'un espace national, de confréries religieuses ou d'églises chrétiennes. Pour autant, il nous semble que l'opposition ne se situe pas entre "vieilles migrations" et "migrations urbaines", ni entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, mais entre des types dont l'accentuation porte sur l'origine rurale *vs* l'origine urbaine ; la cohésion ethnique *vs* la "détribalisation" et un fonctionnement réticulé ; la précocité du regroupement familial et de la féminisation *vs* l'immigration d'hommes seuls très liés au pays d'origine (famille, village) et rejoints tardivement par leurs épouses.

Alors que jusqu'à la fin des années soixante-dix, il y avait deux figures distinctes et éloignées socialement, voire géographiquement : le travailleur d'une part et l'étudiant d'autre part, ce clivage s'estompe progressivement avec la sédentarisation et le regroupement familial pour les travailleurs immigrés, et des tendances à l'installation chez les scolaires. En effet, la nouveauté dans cette situation est l'intrication de plus en plus forte de la présence scolaire avec l'immigration de travail devenue familiale. Les frontières entre ces deux figures s'affaiblissent du fait des sollicitations familiales et sociales qui pèsent sur les étudiants bien avant leur entrée dans la vie active, de leur propre projection dans la figure du migrant résidant en France et de la restriction des flux migratoires qui font des études une voie de migration en même temps que l'existence d'une demande locale de travailleurs qualifiés⁽⁸⁾. De plus, entre les "secondes générations" nées en France et les jeunes étudiants venant des pays d'origine se créent des ponts, se tissent des liens individuels et collectifs, se forment des associations qui concourent au développement d'espaces transnationaux. Ces mutations rendent en définitive très perméables les frontières entre le statut social du travailleur migrant et celui de l'étudiant. On n'est plus dans le schéma initial qui définit l'étudiant par le retour au pays à la fin de ses études et le travailleur chez qui le retour appartiendrait encore au mythe.

Au domicile d'Anzoumane Sissoko, Paris, 2006 © Anaïs Pachabézien

Enfin, la sédentarisation de l'immigration africaine a produit, à l'instar d'autres migrations, des espaces transnationaux dans lesquels des "circulants" et des trans-migrants développent des activités artistiques, religieuses, économiques, politiques, commerciales et entrepreneuriales.

Une présence minoritaire malgré une longue tradition de mobilité

Les migrations subsahariennes constituent, nous l'avons vu, l'une des dernières vagues migratoires importantes en France et en Europe alors que l'État-nation tente de maîtriser les flux d'entrée sur le territoire. En 1999, les dernières publications de l'Insee soulignaient une progression de près de 43 % des Africains vivant en France par rapport au recensement de 1990. Plus récemment, les travaux de David Lessault et de Chris Beauchemin⁽⁹⁾ montrent que la présence des Subsahariens en France, comme dans les autres pays de l'OCDE, reste minoritaire par rapport aux autres flux migratoires séculaires originaires notamment de l'Europe du Sud et des pays du Maghreb, représentant 12 % en 2004 soit un peu plus d'un dixième des immigrés. Ce double constat peut paraître contradictoire, mais en réalité il ne fait qu'affirmer les

enseignements des recherches menées dans le temps long : si l'émigration des Subsahariens en France est ancienne, son développement ne commencera véritablement qu'après les indépendances des anciennes colonies françaises, tandis que sa relative progression s'amorcera à partir des années quatre-vingt. Si nous pouvons donc parler de progression des flux migratoires subsahariens en France, ce n'est qu'au regard du faible effectif des années soixante. Par conséquent, il n'y a

La France perd progressivement sa place de zone d'installation privilégiée au profit de nouveaux pays européens, l'Espagne, l'Italie et dans une moindre mesure le Portugal et la Grèce.

aujourd'hui pas plus qu'hier "*d'exode en Afrique subsaharienne qu'il n'y a d'invasion de Subsahariens en Europe*⁽¹⁰⁾". La présence des migrants subsahariens en France s'inscrit résolument dans l'histoire nationale et, de ce point de vue, elle ne peut plus être comprise comme un phénomène de "surgissement". Ces éléments d'actualisation statistique sont importants car ils permettent de rompre définitivement avec une des représentations

les plus courantes de l'immigration africaine, celle "d'une migration-invasion". Ils soulignent également la force des mobilités intra- et interafricaines ainsi que les changements en cours au niveau des routes et des destinations migratoires. La France perd progressivement sa place de zone d'installation privilégiée au profit de nouveaux pays européens, l'Espagne, l'Italie et dans une moindre mesure le Portugal et la Grèce.

Le tournant de 1974

Le durcissement des politiques d'immigration en Europe, qui s'accompagne dans le même temps de la mise en place de procédures d'obtention de visa de plus en plus restrictives et d'incitation de plus en plus prononcées au retour, ne dissuade pas vraiment les candidats à la migration internationale, pas plus qu'elle n'influence les décisions des migrants de repartir dans leur pays natal. Les derniers travaux de Christophe Daum⁽¹¹⁾ montrent au contraire une certaine continuité dans les logiques migratoires comme en témoignent les aspirations des jeunes hommes de la région de Kayes "à prendre leur tour" dans la migration malgré la fin des migrations tournantes et leur connaissance accrue des politiques européennes de maîtrise de l'immigration. De son côté, Pap Ndiaye⁽¹²⁾ indique qu'une part non négligeable de migrants, "la moitié à l'échelle historique", rentre au pays. Les facteurs qui expliquent ces logiques migratoires sont divers et non univoques, liés au genre, au cycle de vie, à la situation

familiale, au contexte d'origine, à sa situation politique et de développement, à des considérations statutaires, financières ou médicales. De sorte qu'il est aujourd'hui difficile de les comprendre au regard des seules contraintes économiques. Il en va de même pour les couples notionnels installation/retour, migration/insertion qui se révèlent très largement insuffisants pour penser les modes d'être en migration, ses variances et ses permanences. En adoptant cette grille de lecture, les pouvoirs publics transforment l'expérience migratoire en un parcours linéaire, qui omet de considérer que l'étranger reste fondamentalement, comme le montrait Georg Simmel, un *"voyageur potentiel"*, c'est-à-dire celui qui ne poursuit pas son chemin mais qui n'a pas *"abandonné la liberté d'aller et de venir"*⁽¹³⁾. En ne reconnaissant plus ce droit à la mobilité, les politiques des États ne font qu'asseoir leur désengagement vis-à-vis des populations migrantes, particulièrement prononcées pour les ressortissants africains, jugés *"inassimilables"* en France. Le cas des étudiants est à cet égard particulièrement éclairant. Représentant la seule catégorie d'immigration encore officiellement autorisée, ils seront pourtant au gré des législations progressivement assimilés à des migrants comme les autres, c'est-à-dire à des immigrés suspectés d'être de *"faux étudiants"* troublant potentiellement l'ordre public et incitant à toujours plus de surveillance.

Nouvelles formes d'ancrages dans la ville

Si les mesures politiques mises en place depuis le milieu des années soixante-dix n'influencent que faiblement les décisions de départ et de retour des migrants, elles ne seront toutefois pas sans conséquences sur leurs stratégies spatio-temporelles et leurs conditions de vie. Ces mesures placent fortement les immigrés en situation de vulnérabilité en générant tout d'abord une instabilité juridique, en produisant ensuite des situations inégalitaires. Pour tous ceux qui ont choisi de s'installer provisoirement en France, la question du statut, du logement et de l'emploi se pose avec acuité. Dans ce contexte, la petite entreprise apparaît comme une alternative possible, permettant aux uns de *"rallonger"* le temps de séjour, d'investir le provisoire, aux autres de s'émanciper des postes de travail généralement assignés aux immigrés et de lutter contre l'inactivité, voire l'indignité.

Il existe aujourd'hui un certain nombre de données sur l'entrepreneuriat des migrants africains en France et en Europe⁽¹⁴⁾. Ces travaux, pour la plupart centrés sur les *"centralités minoritaires"* des grandes agglomérations urbaines, montrent que ces initiatives sont portées par une diversité d'acteurs et qu'elles se déploient dans des

secteurs économiques à multiples facettes sur un espace de plus en plus mondialisé. Parmi ces secteurs d'activité, les exemples les plus probants sont ceux qui répondent aux besoins des populations migrantes mais surtout aux nouvelles demandes de biens et services "authentiques" des clientèles françaises autochtones : restauration exotique, commerce de services et de biens matériels liés aux soins de l'apparence (coiffure, cosmétique, mode vestimentaire), commerce de biens culturels (artisanat, instruments de musique) et de consommation courante (lunettes, maroquinerie), import-export, tourisme équitable, etc. Ces pratiques évoluant rapidement au regard des lieux, des formes d'exercice et des biens commercialisés, il apparaît difficile d'en proposer une lecture unifiée, détachée des contextes urbains, politiques, économiques et juridiques des États concernés. Seule une singularité par le genre semble se dégager, soulignant au passage l'impertinence du critère de la nationalité d'origine. Cette connaissance plus affinée des figures entrepreneuriales et de leurs trajectoires se révèle instructive. En effet, elle atteste d'une modification réelle des horizons professionnels en rapport avec la diversification des profils exposés précédemment, en même temps qu'elle met en exergue la saturation des secteurs traditionnels d'insertion socio-économique dans les sociétés d'établissement, de transit et d'origine. Au regard de ces nouvelles configurations de travail, la question qui se pose est moins de se demander pourquoi les commerçants sénégalais réussissent plus que d'autres dans certains secteurs professionnels que de s'interroger plus largement sur la façon dont les migrants mobilisent des ressources et travaillent les assignations identitaires qui leur sont faites pour circuler et commercer. L'analyse de leur démarche et création professionnelle indique d'ailleurs une multitude de stratégies selon les situations dans lesquelles ils se trouvent⁽¹⁵⁾.

Du privé au public : investir le culturel pour faire entendre sa voix

Si le commerce est une source de réalisation de soi et de valorisation culturelle, les initiatives culturelles déployées amorcent également la construction d'une nouvelle forme de visibilité culturelle et sociale dans l'espace urbain. Pour se faire reconnaître comme interlocuteur à part entière par la société française, la seule stratégie possible, comme le souligne Catherine Quiminal, "*passer par la constitution de différences. En France, ce n'est pas en tant que simple force de travail, non-citoyen, qu'on peut-être quelqu'un*"⁽¹⁶⁾. Plusieurs travaux sur les sociétés dominées ont montré l'importance de la culture comme espace de résistance et instrument de requalification⁽¹⁷⁾. Cet univers des immigrés ainsi que la réflexion sur leurs identités

ont connu un intérêt marqué par plusieurs travaux, puis un relatif abandon qui tient sans doute à la reformulation du cadre problématique. En effet, l'étroitesse du questionnement culture d'origine/culture du pays d'accueil, identité française/identité d'origine, informé par un projet différentialiste de plus en plus fortement appliqué aux migrants définis comme non assimilables, a conduit à un changement de paradigme. Dans le projet différentialiste, les frontières de l'altérité sont inscrites dans des singularités culturelles réelles ou imaginées, facilement essentialisées et ramenées à l'origine réelle ou supposée. L'étude de ces processus que la sociologie des migrations a fort justement appréhendé comme une logique d'ethnisation des groupes et des rapports sociaux⁽¹⁸⁾ a largement pris le pas sur l'étude des processus d'acculturation et d'innovation culturelle des migrants. Comme le dit Denys Cuche, *"Il ne faudrait pas que la prise en compte de la complexité des différentes cultures des immigrés amène les chercheurs à renoncer à analyser la dimension culturelle du phénomène migratoire. L'examen de la condition sociale des immigrés n'est pas suffisant à une bonne compréhension de leurs pratiques"*⁽¹⁹⁾. L'analyse anthropologique des cultures et des pratiques culturelles des immigrés africains et de leurs descendants révèle des productions originales qui méritent toute l'attention des chercheurs. Dans un contexte transnational, ils ont introduit dans l'agenda culturel des événements et des dates qui tendent à devenir des institutions, de véritables scènes africaines : concerts d'artistes, cérémonies d'élection de Miss "communautaires", défilés de mode, festivals, etc.

Les travaux sur l'immigration africaine sont progressivement parvenus à briser une image misérabiliste et victimaire toujours prompte à s'imposer et qui a longtemps accompagné ces populations.

Prendre en main son "destin d'immigré", "d'Africain" et de "minoritaire noir"

Les travaux sur l'immigration africaine sont progressivement parvenus à briser une image misérabiliste et victimaire toujours prompte à s'imposer et qui a longtemps accompagné ces populations. L'intérêt porté par plusieurs chercheurs sur les migrants africains comme sujets et comme acteurs individuels⁽²⁰⁾ inscrit leurs travaux dans une juste traduction de leur "agency". Il en est ainsi pour leurs mobilisations collectives et leurs luttes récurrentes dans l'espace public comme les grèves des foyers, les luttes des mal-logés, les mouvements anciens et récents de

sans-papiers⁽²¹⁾. Il en est de même quant à leurs investissements pour les pays d'origine, que ce soit dans le champ politique, économique et social illustrant parfaitement les paradigmes du transnationalisme. La conquête de positions individuelles et collectives dans l'espace local des quartiers et des cités, au niveau national et européen par les hommes, mais aussi par les femmes et leurs associations, expriment ce que d'aucuns ont perçu comme des modalités originales d'accès et de revendication de la citoyenneté⁽²²⁾.

Dans une logique de continuité, de recomposition des identités et des mobilisations, des stratégies mémorielles (colonisation, traites et esclavage) et/ou minoritaires "noires" se sont conjuguées avec la lutte contre les discriminations "engagée" selon des modalités diverses par des associations, par les pouvoirs publics et des secteurs de l'entreprise. Dans ce contexte, des acteurs nouveaux comme le CRAN⁽²³⁾, des "personnalités noires" de divers milieux ont émergé ou tentent d'émerger comme porteuses d'un nouveau discours et comme symboles d'un leadership "noir". Ces engagements dans des cadres "ethniques" se développent parallèlement avec une implication dans les mouvements nationaux (partis politiques, mouvements citoyens...) cherchant à articuler ancrage communautaire et légitimité sociale. Ces mobilisations et "initiatives par le haut", ces marques fortes des luttes dans l'espace public, plus facilement investies par les recherches ont relégué au second plan des aspects novateurs et ethnographiquement pertinents des modes de vie des Africains.

En guise de conclusion, il nous paraît nécessaire de rappeler qu'à l'heure où la recherche tente de saisir les circulations migratoires de plus en plus complexes en lien avec la globalisation des économies et des cultures, la prise en compte des différentes échelles spatiales et temporelles, des contingences politiques et matérielles, des expériences migratoires et des capacités des migrants à se mobiliser et à fabriquer de l'événement dans les espaces urbains et ruraux, constitue une approche méthodologique heuristique pour dissiper les malentendus qui se construisent autour des populations subsahariennes en France et en Europe. Dans ce cadre, nous avons souligné que si les migrations internationales subsahariennes s'étendent sur plusieurs décennies malgré le processus de fermeture des frontières, elles se distinguent par leurs formes, leurs profils et leurs projets. Dans une large mesure, ce sont les traitements politiques qui dessinent les parcours, les pérégrinations et les destins de l'émigration et de l'immigration africaine vers la France et vers l'Europe. D'ores et déjà, ces traitements politiques génèrent dans les "pays de départ", dans les espaces dits de "transit" et dans les "pays d'immigration"⁽²⁴⁾ des configurations nouvelles qui marquent durablement les migrations africaines. ■

Notes

1. Se reporter à l'analyse de Liliane Kuczynski et Émilie Razy, "Anthropologie et migrations africaines en France : une généalogie des recherches", in *Revue européenne des migrations internationales*, vol.25, n°3, 2009, pp. 79-100.
2. Sayad Abdelmalek, *L'Immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck Éditions universitaires, 1991.
3. Le lecteur pourra se reporter aux travaux de François Manchuelle (2004), de Pap Ndiaye (2008) et de Catherine Quiminal (1991).
4. Bertoncello Brigitte, Bredeloup Sylvie, Le Marseille des marins africains, in *Revue européenne des migrations internationales*, n°3, vol. 15, 1999, pp. 177-197.
5. Jusqu'en 1999, seuls quatre pays étaient représentés par plus de 20 000 personnes vivant en France, aujourd'hui les natifs du Congo, de Côte-d'Ivoire, de Madagascar, du Cameroun, de l'ex-Zaïre et de l'Ile Maurice prennent désormais place aux côtés des ressortissants sénégalais et maliens. Voir Barou Jacques, "Les immigrations africaines en France au tournant du siècle", in *Hommes et Migrations*, n° 1239, 2002, p. 11 et 14.
6. Lessault David et Cris Beauchemin, "Les migrations d'Afrique subsaharienne en Europe : un essor encore limité", in *Population et Sociétés*, n°452, 2009, p. 1.
7. Manchuelle François, *Les Diasporas des travailleurs soninkés (1848-1960), migrants volontaires*, Paris, Karthala, 2004.
8. Etude Insee, fiches thématiques, *Les Immigrés en France*, édition 2005, p. 94.
9. Lessault David et Cris Beauchemin, "Les migrations d'Afrique subsaharienne en Europe : un essor encore limité", in *Population et Sociétés*, n°452, 2009, pp. 1-4.
10. *Idem*, p. 4.
11. Daum Christophe, "Le travail de la terre et le salaire du chantier : logiques migratoires en région de Kayes au Mali", in *Les mondes de la mobilité*, F. Dureau et M-A Hily (dir.), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, pp. 29-65.
12. Ndiaye Pap, *La Condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.
13. Simmel Georg, "Digressions sur l'étranger", in Grafmeyer Yves et Joseph Isaac (dir.), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 2004 [1908], p. 53.
14. Se reporter au numéro de la revue *Hommes et Migrations* "Marseille, Carrefour d'Afrique", n°1224, mars-avril 2000.
15. Garnier Julie, "Le quotidien professionnel des commerçants subsahariens en Poitou-Charentes", in *Ethnologie française*, XXXIX, 4, 2009, pp. 709-720.
16. Quiminal Catherine, *Gens d'ici, gens d'ailleurs. Migrations soninké et transformations villageoises*, Paris, Christian Bourgois, 1991, pp. 213-214.
17. Balandier Georges, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 1955, 1^{re} édition.
18. De Rudder Véronique, "L'obstacle culturel : la différence et la distance", in *L'Homme et la Société*, n° 77-78, 1985, pp. 23-50.
19. Cuche Denis, *La Notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte, 1996, p. 112.
20. Timéra Mahamet, "Les migrations des jeunes en Afrique noire : affirmation de soi et émancipation", in *Revue Autreparr*, IRD, Éditions de l'Aube, n° 18, 2001, pp. 37-49.
21. Siméant Johanna, *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
22. Quiminal, Diouf, Fall, Timéra, *Mobilisation associative et dynamiques d'intégration des femmes d'Afrique subsaharienne en France*. Rapport de recherche, DPM, 1995 ; Quiminal, Diarra, Diouf, Fall, Timéra, *Les jeunes filles d'origine africaine en France. Parcours scolaires, accès au travail et destin social*, Rapport de recherche, DPM, 1997.
23. Conseil représentatif des associations noires de France.
24. Pian Anaïk, *Aux nouvelles frontières de l'Europe : L'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc*, Paris, La Dispute, 2009 ; Timéra Mahamet, "Aventuriers ou orphelins de la migration internationale ? Nouveaux et anciens migrants subsahariens au Maroc", in *Politique africaine*, n° 115, 2009, pp. 175-195.